



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE
DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
et de l'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES, DE L'UTILITE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Section Installations Classées
DCPPAT-BICUPE-FB-2017- 208

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de CALAIS

SOCIÉTÉ HUNTSMAN P&A FRANCE

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017-10-65 du 20 mars 2017 portant délégation de signature ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juin 2012 autorisant la Société TIOXIDE EUROPE à exploiter une unité de fabrication de pigments d'oxyde de titane qui est située Zone Industrielle des Dunes – 1, rue des Garennes à CALAIS ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 février 2003 autorisant la mise en place d'un nouveau point de rejet en mer ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2012 imposant des prescriptions complémentaires ;

VU L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 septembre 2012 susvisé qui dispose :

« Les valeurs limites de rejets s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur 24 heures.

3.1 REJET N°1 : EAUX DOMESTIQUES ET PLUVIALES

<i>Substances</i>	<i>Concentrations (mg/l)</i>	<i>Méthodes de référence</i>
MES	35	NF EN 872
DCO	80	NFT 90 101
DBO5	25	NFT 90 103
HC	5	NFT 90 114

La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C. Le pH des effluents est compris entre 5,5 et 8,5. »

VU le changement de dénomination sociale en date du 23 octobre 2015. Cette société devient la Société HUNTSMAN P&A FRANCE ;

VU le rapport d'analyse IRH daté du 3 août 2017

VU le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 18 août 2017 ;

VU la lettre du 18 août 2017 informant l'exploitant de la proposition de mise en demeure ;

VU l'arrêté de mesure d'urgence en date du 25 août 2017 ;

Considérant que suite à la visite en date du 21 juillet 2017, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les résultats d'analyses suivants concernant le rejet n°1 :

<i>Substances</i>	<i>Résultats d'analyses Concentrations (mg/l)</i>
MES	<2
DCO	1080
DBO5	110
HC	<0,525

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 septembre 2012 susvisé ;

Considérant qu'il convient donc de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions ci-dessus ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET :

La Société HUNTSMAN P&A FRANCE, dont le siège social est situé 1 rue des Garennes - BP 89 à CALAIS, pour son établissement de CALAIS, est mise en demeure, dans un **délai de quinze jours** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 septembre 2012 susvisé qui dispose :

« Les valeurs limites de rejets s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur 24 heures.

3.1 REJET N°1 : EAUX DOMESTIQUES ET PLUVIALES

<i>Substances</i>	<i>Concentrations (mg/l)</i>	<i>Méthodes de référence</i>
MES	35	NF EN 872
DCO	80	NFT 90 101
DBO5	25	NFT 90 103
HC	5	NFT 90 114

La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C. Le pH des effluents est compris entre 5,5 et 8,5. »

ARTICLE 2 –

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous Préfet de CALAIS et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de la Société HUNTSMAN P&A FRANCE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de CALAIS.

Arras, le

- 6 SEP. 2017

Pour le Préfet,
Secrétaire Général,



Marc DEL GRANDE

Copies destinées à :

- Sté HUNTSMAN P&A FRANCE – 1, rue des Garennes – BP 89 à CALAIS Cédex (62102) ;
- Sous Préfecture de CALAIS
- Mairie de CALAIS
- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Service Risques à Lille
- Dossier
- Chrono